



PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale
de l'emploi, du travail, des solidarités
et de la protection des populations

Service protection de l'environnement -
installations classées

Laval, le 22 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS POULTRY FEED COMPANY (PFC)

Parc d'Activités Coëvrons Ouest
53480 Vaiges

Références : TJ/BC - N° 2025 02821
Code AIOT : 0006310458

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2025 dans l'établissement SAS POULTRY FEED COMPANY (PFC) implanté Parc d'Activités Coëvrons Ouest 53480 Vaiges. L'inspection a été annoncée le 20/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a eu lieu dans le cadre de la programmation pluriannuelle de contrôles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS POULTRY FEED COMPANY (PFC)
- Parc d'Activités Coëvrons Ouest 53480 Vaiges
- Code AIOT : 0006310458
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine PFC de Vaige traite les co-produits animaux des abattoirs de volailles de la société LDC et de ses filiales, pour produire des protéines animales transformées et des graisses animales.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protocoles/ Procédures écrites	Arrêté Ministériel du 03/07/2025, article 3.4	Demande d'action corrective	6 mois
3	Produits chimiques	Arrêté Ministériel du 03/07/2025, article 3.6	Demande d'action corrective	6 mois
4	Conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 03/07/2025, article 4.2	Demande d'action corrective	6 mois
12	Rejet dans la lagune	Arrêté Préfectoral du 08/04/2025, article 4.3.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Inventaire des flux	Arrêté Ministériel du 03/07/2025, article 3.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/07/2025, article 10.2	Sans objet
6	Rétention des produits dangereux	Arrêté Ministériel du 03/07/2025, article 4.3	Sans objet
7	Rétention des effluents	Arrêté Ministériel du 03/07/2025, article 4.4	Sans objet
8	Volumes d'activités	Arrêté Préfectoral du 08/04/2025, article 1.2.1	Sans objet
9	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 08/04/2025, article 4.1.1	Sans objet
10	Rejet à la Vaige	Arrêté Préfectoral du 08/04/2025, article 4.3.1	Sans objet
11	Rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 08/04/2025, article 4.3.3	Sans objet
13	Epandage	Arrêté Préfectoral du 08/04/2025, article 4.5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis sont des non-conformités mineures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protocoles/Procédures écrites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/07/2025, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Système de management environnemental
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant :</p> <p>10° L'établissement et le maintien à jour du manuel de management et des procédures écrites pour superviser les activités ayant un impact significatif sur l'environnement, ainsi que des registres pertinents ;</p> <p>12° La mise en œuvre de programmes de maintenance appropriés ;</p> <p>13° Les protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence, y compris la prévention ou l'atténuation des incidences (environnementales) défavorables des situations d'urgence ;</p> <p>18° L'évaluation des causes de non-conformité, la mise en œuvre de mesures correctives pour remédier aux non-conformités, l'examen de l'efficacité des actions correctives et la détermination de l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels ;</p>
<p>Constats : Le manuel de management et les procédures écrites pour la supervision des activités pouvant avoir un impact sur l'environnement n'existent pas de manière formalisée. Il y a un suivi quotidien de la consommation d'eau (sur la base des données horaires envoyées par la régie des eaux des Coëvrons) et des rejets vers la station (sur la base des données transmises par le sous-traitant). Le protocole de préparation et de réactions aux situations d'urgence n'existe pas. Des fiches incidents et de non-conformité sont établies pour évaluer les causes de non conformités et capitaliser sur les mesures correctives. Une nouvelle ingénieure environnement, qui arrive en janvier 2026, sera chargée de mettre en place ces procédures. Le programme de maintenance n'est pas formalisé, mais un travail d'historisation des interventions et de simplification/harmonisation des installations est en cours pour adapter les fréquences de maintenance et suivre les taux de pannes.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Formaliser les procédures, protocoles, programmes, plans et registres composant le système de management environnemental, et en particulier

- le manuel de management et les procédures écrites pour superviser les activités ayant un impact significatif sur l'environnement, et les registres pertinents associés ;
- le programme de maintenance ;
- les protocoles de réaction aux situations d'urgence.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Inventaire des flux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/07/2025, article 3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Système de management environnemental

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit, maintient à jour et révisé régulièrement un inventaire des flux entrants et sortants qui comporte tous les éléments suivants :

1° Des informations sur le ou les procédés de production, y compris :

- a) Des schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions ;
- b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité (par exemple, efficacité du taux d'abattement) ;

2° Des informations sur la consommation et l'utilisation d'énergie ;

3° Des informations sur la consommation et l'utilisation d'eau (par exemple, schémas de circulation des flux et bilans massiques de l'eau) ;

4° Des informations sur le volume et les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment :

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH et de la température ;
- b) Les valeurs moyennes de la concentration et du flux massique des substances/paramètres pertinents (par exemple, DCO/COT, composés azotés, phosphore) et la variabilité de ces paramètres ;

5° Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment :

- a) Le ou les points d'émission ;
 - b) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;
 - c) Les valeurs moyennes de la concentration et du flux massique des substances/paramètres pertinents (par exemple, poussières, COVT, NOX, SOX) et la variabilité de ces paramètres ;
 - d) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité (par exemple, oxygène, vapeur d'eau, poussières) ;
- 6° Des informations sur la quantité ou les caractéristiques des produits chimiques utilisés :
- a) L'identité et les caractéristiques des produits chimiques utilisés, y compris les propriétés ayant des effets néfastes sur l'environnement et/ou la santé humaine ;
 - b) Les quantités de produits chimiques utilisés et le lieu de leur utilisation.

Le niveau de détail et le degré de formalisation de l'inventaire sont, d'une manière générale, en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.

Constats :

Les schémas des procédés existent, y compris pour les modifications projetées à court/moyen termes, mais ne précisent pas les techniques intégrées au process pour éviter/réduire les émissions. Les techniques de traitement des effluents sont décrites, il faudrait néanmoins compléter avec le taux d'abattement.

La consommation d'énergie brute (électricité, gaz) est suivie mensuellement.

La consommation d'eau est suivie quotidiennement, et des compteurs divisionnaires permettent d'en suivre les usages. La mise en place de la réutilisation d'eau usée traitée a permis de fortement réduire la consommation d'eau potable.

Les paramètres de suivi des effluents aqueux font l'objet d'une autosurveillance fréquente (quotidienne), conformément à l'AP d'autorisation. L'entreprise en charge de la gestion de la station d'épuration fournit à PFC le suivi des caractéristiques des effluents en entrée station et des eaux usées en sortie.

Les paramètres de suivi des effluents gazeux font l'objet d'une autosurveillance fréquente (quotidienne), conformément à l'AP d'autorisation. Un appareil permettant des analyses par spectrographie des flux gazeux est en cours de commande, il permettra un suivi plus rapproché. Les produits chimiques utilisés sont listés, avec leurs mention de danger, leur lieu d'utilisation et les quantités consommées

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/07/2025, article 3.6

Thème(s) : Produits chimiques, Système de management environnemental

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre un système de gestion des produits chimiques dans le cadre du système de management environnemental présentant toutes les caractéristiques suivantes :

1° Une politique de réduction de la consommation des produits chimiques et des risques liés à ces derniers, y compris une politique d'approvisionnement visant à sélectionner des produits chimiques moins nocifs et leurs fournisseurs dans le but de limiter au minimum l'utilisation des substances dangereuses et des substances extrêmement préoccupantes, et les risques qui y sont associés, et d'éviter l'achat d'une quantité excédentaire de produits chimiques. La sélection des produits chimiques est fondée sur :

- a) L'analyse comparative de leur bioéliminabilité/biodégradabilité, de leur écotoxicité et de leur potentiel de libération dans l'environnement afin de réduire les émissions dans l'environnement ;
- b) La caractérisation des risques associés aux produits chimiques, sur la base de la classification des dangers relative à ces produits, du parcours de ces derniers dans l'unité, des rejets potentiels et du niveau d'exposition ;
- c) L'analyse régulière (par exemple, annuelle) des possibilités de substitution des substances dangereuses et des substances extrêmement préoccupantes par d'autres solutions plus sûres (par exemple, l'utilisation d'autres produits chimiques ayant des incidences nulles ou moindres sur l'environnement et/ou la santé humaine ;
- d) Le suivi anticipé des modifications réglementaires liées aux substances dangereuses et aux substances extrêmement préoccupantes et la garantie du respect des dispositions juridiques applicables.

L'inventaire des produits chimiques peut servir de base pour fournir et tenir à jour les informations nécessaires à la sélection des produits chimiques ;

2° Des objectifs et des plans d'action visant à éviter ou à réduire l'utilisation et les risques associés aux substances dangereuses et aux substances extrêmement préoccupantes ;

3° Une élaboration et une mise en œuvre de procédures concernant l'achat, la manipulation, le stockage et l'utilisation des produits chimiques afin de prévenir ou de réduire les émissions dans l'environnement.

Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de gestion des produits chimiques sont, d'une manière générale, en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation.

Constats :

L'entreprise mène une politique de réduction globale de la consommation des produits chimiques, quel que soit le degré de dangerosité.

La politique d'achat actuelle est de limiter le stockage des réactifs nécessaires aux laveurs d'air et au Terraos, à un volume correspondant aux besoins mensuels.

Seuls les responsables de lignes sont autorisés à accéder au local de stockage et à manipuler les produits chimiques.

Cependant il n'y a pas de procédure écrite pour l'achat, la manipulation, le stockage et l'utilisation des produits chimiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Etablir des procédures écrites pour l'achat, le stockage, la manipulation et l'utilisation des produits.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/07/2025, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Système de management environnemental
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réduit la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales et les émissions lors de telles conditions, l'exploitant établit et met en œuvre, dans le cadre du système de management environnemental prévu à l'article 3.4 du présent arrêté, un plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales fondé sur les risques, présentant tous les éléments suivants :</p> <p>1° L'identification des potentielles conditions d'exploitation autres que normales (par exemple, défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, de leurs causes premières et de leurs conséquences potentielles) ;</p> <p>2° La conception appropriée des équipements critiques (par exemple, installation de traitement des effluents aqueux) ;</p> <p>3° L'établissement et la mise en œuvre d'un plan d'inspection et d'un programme de maintenance préventive des équipements critiques pour la protection de l'environnement ;</p> <p>4° La surveillance (c'est-à-dire estimation et, autant que possible, mesures) et l'enregistrement des émissions lors des conditions d'exploitation autres que normales mentionnant les causes associées ;</p> <p>5° L'évaluation périodique des émissions survenant lors des conditions d'exploitation autres que normales (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émis) et la mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire ;</p> <p>6° L'examen et la mise à jour périodique de la liste des conditions d'exploitation autres que normales identifiées au point 1° à la suite de l'évaluation périodique mentionnées au point 5° ;</p> <p>7° La vérification régulière des systèmes de secours.</p> <p>Le niveau de détail et le degré de formalisation du plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales sont, d'une manière générale, en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'unité, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des fiches incidents et non conformité sont établies à chaque événement indésirable, pour capitaliser sur les causes pouvant conduire à des conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC).</p> <p>Une démarche d'historisation des interventions et de suivi des taux de panne est en cours, pour capitaliser et adapter les fréquences de maintenance préventive. Un travail de simplification des installations et d'harmonisation des pièces est mené pour réduire le nombre de pièces différentes. Un magasin de pièces détachées est en cours de constitution pour réduire la durée d'indisponibilité et d'OTNOC.</p> <p>L'enregistrement des paramètres d'autosurveillance n'est pas interrompue lors des OTNOC. Les données enregistrées en autosurveillance sont exploitées pour analyser les effets des OTNOC et identifier les mesures correctives à mettre en œuvre.</p> <p>Absence de programme d'inspection et de maintenance préventive formalisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Etablir un programme d'inspection et de maintenance préventive pour les équipements critiques et les systèmes de secours permettant de limiter les OTNOC et leur impact sur l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/07/2025, article 10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Système de management environnemental
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant vise à l'atteinte la consommation d'énergie nette spécifique suivante de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 910 kWh/tonne de matières premières pour les activités de transformation de sous-produits animaux, fonte des graisses, traitement du sang et/ou des plumes ;

Constats :

La consommation d'énergie sur la période novembre 2024-octobre 2025 s'établit à 547 kWh/tonne.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rétention des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/07/2025, article 4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Pollution

Prescription contrôlée :

I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. - La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne sont rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Constats :

Les produits dangereux sont dotés d'une rétention d'un volume satisfaisant.

Présence d'un bec verseur sur un IBC qui, en cas de défaillance de la vanne quart-de-tour, permettrait au produit de s'écouler hors de la rétention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Prévoir le retrait systématique des bacs verseurs, ou toute solution alternative permettant d'assurer la collecte du produit dans une rétention de capacité suffisante en cas de défaillance de la vanne quart-de-tour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rétention des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/07/2025, article 4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Pollution

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant évite les émissions non maîtrisées dans l'eau. Il prévoit une capacité appropriée de stockage tampon des effluents aqueux produits.

La capacité adaptée dédiée au stockage tampon est déterminée par une évaluation des risques (tenant compte de la nature du ou des polluants, de leurs effets sur le traitement ultérieur des effluents aqueux, du milieu récepteur, du volume des effluents aqueux produits, etc.) qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Un réservoir tampon est généralement conçu pour stocker le volume d'effluents aqueux produits pendant plusieurs heures de pointe d'exploitation. Les effluents aqueux contenus dans ce stockage tampon ne sont rejetés qu'après la prise des mesures qui s'imposent (par exemple, surveillance, traitement, réutilisation).

Dans le cas des installations existantes, la technique peut ne pas être applicable en raison du manque d'espace et/ou de la configuration du système de collecte des effluents aqueux.

<p>II. - L'installation est équipée d'un bassin de confinement étanche. Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.</p> <p>Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers.</p> <p>En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³ par tonne de farines et graisses stockées est retenue. Les organes de commandes nécessaires à la mise en place de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande. Les eaux recueillies font l'objet d'un traitement conformément aux dispositions de l'article 5.10 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bassin tampon fait 1 650 m³. Il va être utilisé au tiers de ce volume pour augmenter le temps d'aération des effluents dans la station, ce qui laisse un volume de stockage tampon d'environ 1 000 m³ (environ 2 jours de production d'effluents).</p> <p>Présence d'un bassin d'orage/confinement conforme au dimensionnement calculé dans le dossier d'autorisation. La vanne du bassin reste en permanence en position ouverte. Il faut au contraire privilégier de la maintenir en permanence fermée et ne l'ouvrir uniquement pour vidanger les eaux pluviales.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Privilégier la fermeture permanente du bassin d'orage/confinement et établir une procédure pour la vidange régulière des eaux pluviales récoltées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Volumes d'activités

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2025, article 1.2.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Autorisation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SAS Poultry Feed Company (PFC) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de Vaiges, Parc d'activité Coëvrons Ouest (coordonnées Lambert 93 X= 438785 et Y=6778631), les installations détaillées dans les articles suivants.</p> <p>3650 : élimination ou recyclage de carcasse ou de déchets animaux : 950 t/j</p> <p>3642-1 : traitement et transformation de matières premières animales en vue de la fabrication d'aliments pour animaux : 291 t/j</p> <p>2910-A-2 : combustion : 19,447 MW</p> <p>4718 : gaz inflammables liquéfiés : 49,98 t</p>
<p>Constats :</p> <p>Les capacités prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation sont respectées</p> <ul style="list-style-type: none"> - 502 t/j de matières premières traitées - 153.66 t/j de produits finis - les deux chaudières totalisent 19,447 MW (généralement une seule est utilisée) - 49.98 t de gaz stocké.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Prélèvement d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2025, article 4.1.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Prélèvement et consommation d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La consommation d'eau, autre que celle liée à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours n'excède pas 50 000 m³/an - 300 m³/j</p> <p>Une réserve d'eau industrielle de 350 m³ est présente sur la station d'épuration pour permettre la réutilisation d'eau usée traitée.</p>
<p>Constats :</p> <p>La consommation projetée sur 2025, sur la base de la consommation réellement enregistrée entre le 01/01 et le 30/11/2025, s'établit à 50 327 m³</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Rejet à la Vaige

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2025, article 4.3.1				
Thème(s) : Autre, Limitation des rejets aqueux				
Prescription contrôlée : Le rejet dans la Vaige est autorisé à la stricte condition que le débit du milieu récepteur soit supérieur à 130 l/s. Un dispositif de suivi du débit de la Vaige en temps réel est donc mis en place et maintenu par l'exploitant. Tout rejet à la Vaige doit faire l'objet d'une mesure et d'un enregistrement du volume d'eau rejeté. Les eaux usées traitées rejetées à la Vaige doivent respecter les valeurs limites en concentration et flux fixés ci-dessous				
Paramètre	Code SANDRE	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)	Fréquence de contrôle
Volume	1 552	470 m³/j - 25 m³/h		1/jour
pH	1 302	5,5 - 8,5		1/jour
Température	1 301	< 30 °C		1/jour
DCO	1 314	90	42,3	1/jour
DBO5	1 313	30	14,1	1/semaine
MES	1 305	30	14,1	1/semaine
Ptotal	1 350	1	0,47	1/semaine
NGL	1 551	25	11,75	1/semaine
NO ₂ ⁻	1 339	5	2,35	1/semaine
NH ₄ ⁺	1 335	10	4,7	1/semaine
AOX	1 106	0,3	0,141	1/an
Cuivre	1 392	0,2	0,094	1/an
Zinc	1 383	0,5	0,235	1/an
Constats : Absence de rejets à la Vaige en 2025.				
Type de suites proposées : Sans suite				

N° 11 : Rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2025, article 4.3.3		
Thème(s) : Autre, Limitation des rejets aqueux		
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non souillées transitent par un bassin d'orage et de régulation, d'un volume de 1 900 m³ et muni d'un débit de fuite de 52 l/s, avant rejet au réseau pluvial communal.		
Paramètre	Code SANDRE	Concentration moyenne journalière (mg/l)
MES	1 305	30
DCO	1 314	125
Hydrocarbures totaux	7 009	10
pH	1 302	5,5 - 8,5
Constats : Les résultats des analyses d'autosurveillance sont conformes aux valeurs limites fixées		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 12 : Rejet dans la lagune

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2025, article 4.3.2				
Thème(s) : Autre, Limitation des rejets aqueux				
Prescription contrôlée : Les eaux usées traitées rejetées dans la lagune pour y être stockées en vue d'un épandage sur les parcelles agricoles (fertirrigation) doivent respecter les valeurs limites en concentration et flux fixés ci-dessous				
Paramètre	Code SANDRE	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)	Fréquence de contrôle
Volume	1 552	470 m ³ /j		1/jour
pH	1 302	5,5 - 8,5		1/jour
DCO	1 314	90	42,3	1/jour
DBO5	1 313	30	14,1	1/semaine
MES	1 305	30	14,1	1/semaine
Ptotal	1 350	4	1,88	1/semaine
NGL	1 551	60	28,2	1/semaine
AOX	1 106	0,3	0,141	1/an
Cuivre	1 392	0,2	0,094	1/an
Zinc	1 383	0,5	0,235	1/an
Constats : Les dysfonctionnements de la station depuis près d'un an conduisent à des non-conformités très fréquentes, en particuliers sur les paramètres DCO, NGL et Ptot. Des travaux sont en cours sur la station d'épuration pour y remédier (utilisation du bassin tampon pour augmenter le temps de séjour en aérobie).				
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en oeuvre le plan d'actions établi pour remédier aux dysfonctionnements de la STEP et respecter les valeurs limites pour les rejets aqueux				
Type de suites proposées : Avec suites				
Proposition de suites : Demande d'action corrective				
Proposition de délais : 3 mois				

N° 13 : Epandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2025, article 4.5.2			
Thème(s) : Autre, Limitation des rejets aqueux			
Prescription contrôlée : Les eaux usées traitées épandues sur les parcelles agricoles (fertirrigation) doivent respecter les valeurs limites fixées à l'article 39 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé. Le pH est compris entre 6,5 et 8,5. La teneur en éléments-traces métalliques respecte les limites ci-dessous :			
Élément-trace métallique	Valeur limite (mg/kg MS)	Flux cumulé maximum apporté en 10 ans (g/m ²)	
		Cas général	Pâturages ou sol de pH<6
Cadmium	10	0,015	0,015
Chrome	1 000	1,5	1,2
Cuivre	1 000	1,5	1,2
Mercure	10	0,015	0,012
Nickel	200	0,3	0,3
Plomb	800	1,5	0,9
Zinc	3 000	4,5	3
chrome+cuivre+nickel+zinc	4 000	6	4
Sélénium	-	-	0,12*

* pour les pâturages uniquement

La teneur en composés-traces organiques respecte les limites ci-dessous :

Composé-trace organique	Valeur limite (mg/kg MS)		Flux cumulé maximum apporté en 10 ans (g/m ²)	
	Cas général	Pâturages	Cas général	Pâturages
Total des 7 principaux PCB (*)	0,8	0,8	1,2	1,2
Fluoranthène	5	4	7,5	6
Benzo(b)fluoranthène	2,5	2,5	4	4
Benzo(a)pyrène	2	1,5	3	2

Constats :

Les résultats des analyses des eaux usées traitées épandues en fertirrigation sont conformes aux valeurs limites fixées.

Type de suites proposées : Sans suite